



## Edouard Philippe veut passer en force sur la réforme des retraites

Par [Anthony Torres](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 12 décembre 2019

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)  
Thème: [Loi et Justice](#)

Depuis le 5 décembre, le secteur public fait grève contre la réforme des retraites, rejetée par deux-tiers des Français. Hier, devant les organisations patronales et syndicales au Conseil économique, social et environnemental (CESE), le premier ministre Edouard Philippe a prononcé un discours annonçant qu'il veut passer en force pour imposer la réforme. Il a exigé la fin de la grève et la reprise des négociations avec les syndicats, qui négocient la réforme avec Macron depuis 2017.

Philippe a opposé une fin de non recevoir aux grévistes sur toute la ligne, en promettant d'imposer le système de retraites à points voulu par Macron, de casser les régimes spéciaux de retraites dans la fonction publique, et d'augmenter l'âge de la retraite de 62 à 64 ans.

Il a dit au CESE: «Je suis déterminé à mener cette réforme. Nous transformerons progressivement le système de retraite ... Nous mettons ce système plus juste sur des bases financières solides en travaillant un peu plus longtemps et en mettant fin aux régimes spéciaux.» Il a dit vouloir préparer le projet de loi pour la fin de 2019, le soumettre au conseil de ministres le 22 janvier et au parlement en février.

Ceci confirme que le gouvernement n'a aucune intention de céder, et qu'une épreuve de force se profile entre les travailleurs et l'aristocratie financière que représente Macron. Il n'y a rien à négocier avec Macron. Derrière le simulacre de négociation qu'il mène avec les appareils syndicaux, le gouvernement compte imposer par la force des réductions autoritaires des retraites qui suscitent le rejet d'une large majorité des Français. Il faut continuer la grève et d'en ôter le contrôle aux appareils syndicaux qui travaillent étroitement avec Macron.

Macron cherche à réduire le montant total des retraites payées aux Français de dizaines de milliards d'euros annuels, afin de réaliser un transfert massif des richesses du bas vers le haut de la société. Bernard Arnaud, l'homme le plus riche du monde a vu sa fortune augmenter de 23 milliards d'euros rien qu'en 2018, largement de quoi effacer le déficit du régime des retraites actuel. Mais tout en accordant des cadeaux fiscaux aux super-riches, le gouvernement compte sabrer dans le budget des retraites afin d'éliminer le déficit.

Le système de retraite par points attribue non pas un montant monétaire mais un nombre de vagues «points» à ceux qui auront cotisé dans le système pendant leur vie active. Une [vidéo](#) de 2016 de l'ex-premier ministre de droite François Fillon démontre clairement la substance de cette réforme. Dans la vidéo, Fillon déclare que le système de retraite par points «permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue, ça permet de baisser chaque

année le montant, la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions.»

Une autre mesure phare du projet consiste à épargner les forces de l'ordre, que Macron veut cultiver afin de tenter d'écraser l'opposition sociale au diktat des banques. Ainsi seuls les policiers, les pompiers et les militaires auront selon Philippe une dérogation pour partir à la retraite avant 62 ans.

Les annonces faites par Philippe pour calmer la colère des Français ne sont que des enfumages. Le premier ministre a promis que les personnes concernées par la retraite par points seraient les personnes nées après 1975 au lieu de 1963.

Philippe a ajouté que pour les enseignants «une application mécanique des nouvelles règles ferait perdre une part significatives de leurs futures pensions. Nous inscrirons dans la loi la garantie selon laquelle le niveau de retraite des enseignants sera comparable au niveau de la fonction publique». Ce n'est qu'un leurre, toutefois, car toutes les retraites dans la fonction publique seront revues à la baisse comme celles dans l'Éducation nationale.

Avec mépris pour les travailleurs, Philippe a prétendu que cette réforme est nécessaire en prétextant que c'est le produit inévitable de la surexploitation des travailleurs en France et à travers le monde, qu'il présentait comme logique et inévitable. «La France se caractérise par un niveau de chômage important, depuis longtemps. Les études sont de plus en plus longues, les carrières sont parfois heurtées, le temps partiel s'est développé. C'est le monde dans lequel nous vivons», a-t-il déclaré.

Ces faits indiquent, en fait, la faillite du capitalisme à l'échelle mondiale ainsi qu'en France. Selon Philippe, par contre, ceci indique qu'il est nécessaire de passer à une retraite non lié à l'emploi de l'actif comme dans le système actuel, mais organisé par points et permettant ainsi des réductions drastiques du montant des retraites.

Le gouvernement Macron travaille étroitement avec des institutions financières internationales qui profiteraient énormément de la généralisation de retraites par capitalisation. Ainsi en 2017 *Le Canard Enchaîné* révélait que Macron recevait à l'Élysée une délégation de BlackRock, un fond d'investissement international basé aux USA et «extrêmement attentif aux opportunités des réformes du système des retraites en France, qui représente plusieurs milliers de milliards.»

Les travailleurs qui se mobilisent contre le gouvernement Macron sont en fait en lutte contre l'aristocratie financière non seulement française mais internationale. Dans cette lutte, à laquelle de larges sections de cheminots, de travailleurs des transports, des raffineries, de l'éducation et des aéroports ont participé, le principal allié des travailleurs en France est la classe ouvrière internationale.

Une puissante résurgence mondiale de la lutte des classes est en marche. Des grèves s'intensifient contre les élections du 12 novembre en Algérie après des grèves dans l'automobile et des profs aux USA, et des manifestations de masse se propagent du Liban jusqu'en Iraq, au Chili, en Bolivie et dans l'Écuador. C'est là la force sociale qu'on peut mobiliser contre Macron, l'aristocratie financière et son programme de précarité et d'austérité sans fin.

Pour cela, toutefois, il s'agit d'ôter le contrôle des luttes ouvrières aux syndicats, qui travaillent étroitement avec Macron et tentent de négocier avec lui. Les travailleurs ont ainsi

besoin de leurs propres comités d'action, où ils pourront planifier, discuter et mener des grèves et des actions contre Macron, et coordonner les luttes avec des travailleurs autour du monde.

Les syndicats sont financés par l'État et le patronat, et s'ils continuent pour l'heure à se dire favorable à des grèves contre la réforme, Philippe a indiqué hier qu'en fait il compte sur eux pour organiser l'austérité que le gouvernement veut diriger contre les travailleurs. Ceci illustre très clairement leur rôle de classe.

«Nous mettrons en place dès l'année prochaine une gouvernance qui confiera aux partenaires sociaux les principaux leviers», a dit Philippe. «Il leur reviendra de s'entendre sur une trajectoire de retour à l'équilibre.» C'est-à-dire que les mêmes syndicats qui négocient la réforme avec Macron et qui dictent le tempo de la lutte aux travailleurs s'attendent ensuite à travailler avec l'État pour réduire le montant des retraites afin d'assurer l'équilibre

Philippe en conclusion a demandé aux syndicats de mettre fin à la grève: «Dès aujourd'hui, je souhaite que les présidents d'entreprises publiques engagent le dialogue avec les organisations syndicales, afin que les grèves s'arrêtent».

Conscient que le discours de Philippe ne calmera pas la colère des travailleurs, les syndicats ont émis des critiques hypocrites. Philippe Martinez a dit sur TF1: «On voit bien que c'est deux choix de sociétés qui s'affrontent, entre le sien et celui que propose la CGT... Je ne crois pas compte tenu du mécontentement dans le pays, que ce soit acceptable et accepté».

our la CFDT, Laurent Berger, la ligne rouge a été franchie avec la volonté affichée par Philippe de mettre en place un âge d'équilibre à 64 ans. Sur LCI il a invité «les salariés à participer le 17 décembre à la journée d'action intersyndicale que nous avons proposé.»

S'ils appellent des manifestations, les syndicats tentent tous de trouver un accord de sortie acceptable à Macron qu'ils pourront vendre au public pour justifier de trahir la lutte. La question décisive dans la lutte contre les réformes de Macron est l'organisation indépendante des travailleurs et de les armer avec une perspective internationaliste et socialiste contre l'austérité.

Anthony Torres et Alexandre Lantier

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com) et [Alex Lantier](http://AlexLantier.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)  
et [Alex Lantier](http://AlexLantier.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)